

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Mardi 2 juillet 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le deux juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune du Val d'Hazey, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie – salle du conseil, quartier d'Aubevoye, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe COLLAS, Maire, et en présence de :

Messieurs BLONDEL, COULIBALY, DARTOIS, FERLONI, GRILLAT, LEGENDRE, LEJEUNE, SAINTIER, THOREL,

Mesdames BENOIT, BRIATTE, CALVARIO, DANIEL, HERSANT, PAIN, PAPI, PERRETO, PINSON, ROUSSEL,

Absents excusés :

Madame CHABANI
Madame CHALUPET
Madame JORAND
Madame NEVEU
Madame VAN ELSUE
Monsieur JARRY
Monsieur THIERRY

Absents :

Madame MONOT
Madame TREMOLLIERS
Monsieur BOUFELLE
Monsieur LE GUELLEC
Monsieur LEVAIGNEUR

Absents ayant donné pouvoir :

Madame CHALUPET à Monsieur COLLAS
Madame NEVEU à Monsieur LEJEUNE
Monsieur JARRY à Madame BENOIT

Secrétaire de séance :

Monsieur LEJEUNE

Date de la convocation :

25 juin 2024

Nombre de conseillers :

En exercice	32
Présents	20
Pouvoirs	3
Votants	23

06-02-07-24 : ADOPTION DU PLAN DE FORMATION 2024 ET DU RÈGLEMENT DE FORMATION DES AGENTS DE LA COMMUNE



Monsieur le Maire précise que l'article L 423-3 du code général de la fonction publique prévoit que « Les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant établissent un plan de formation annuel ou pluriannuel qui détermine le programme d'actions de formation prévues en application des 1°, 2°, 3° et 5° de l'article L 422-21. Le plan de formation est présenté à l'assemblée délibérante et transmis à la délégation compétente du Centre national de la fonction publique territoriale ». Il est également proposé de mettre en œuvre un règlement de formation pour la Collectivité.

Ces deux instruments, mais surtout la démarche qu'ils représentent, doit en effet :

- Assurer la cohérence entre les orientations générales de la collectivité en matière de formation et gestion des ressources humaines et les souhaits individuels des agents ;
- Prévoir les actions retenues au titre du compte personnel de formation (CPF) ;
- Prendre en compte les formations d'intégration, de professionnalisation, de perfectionnement ;
- Les préparations aux concours et examens, ainsi que les dispositifs tels que le bilan de compétence, la validation des acquis de l'expérience (VAE) ou la reconnaissance de l'expérience professionnelle.

Le plan de formation est d'abord, dans sa méthode d'élaboration et dans son contenu, l'affaire de chaque collectivité territoriale pour laquelle il peut être :

- Un levier de développement des compétences internes ;
- Un outil de dialogue social.

Les coûts de formation seront pris en charge par la commune lorsqu'ils ne font pas déjà l'objet d'un financement dans le cadre du Centre national de la fonction publique territoriale (CNPTF).

Le Comité Social Territorial a rendu un avis favorable à l'unanimité au cours de sa séance du 18 Juin 2024 :

- Sur le projet de Plan de formation des agents de la ville pour l'année 2024.
- Le règlement de formation de la Collectivité.

Le plan de formation des agents de la ville pour l'année 2024 et le règlement de formation de la Collectivité sont joints en annexe du présent ordre du jour.

Le Conseil Municipal,

Sur proposition du rapporteur,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la fonction publique et notamment son article L423-3,

VU le plan de formation 2024 ci-annexé,

VU le règlement de formation ci-annexé,

VU l'avis favorable à l'unanimité du Comité Social Territorial qui s'est tenu le 18 Juin 2024,



À l'unanimité

APPROUVE le plan de formation des agents de la Collectivité pour l'année 2024 tel qu'annexé,

APPROUVE le règlement de formation de la Collectivité tel qu'annexé,

AUTORISE Monsieur le Maire ou Monsieur le 1^{er} adjoint à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires et à signer toutes les pièces s'y rapportant.

✓ Certifie le caractère exécutoire de cet acte
✓ Informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de l'obtention du caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Le Val d'Hazey, le 3 juillet 2024

Le Maire,

Philippe COLLAS

